

Revue de presse hebdomadaire

SEMAINE DU 12 AU 18 OCTOBRE 2024

Chute saisissante du nombre de groupes en francisation à Sherbrooke

Mathieu Beaumont

Jérôme Roy

Alexandra Duchaine

Le Syndicat de l'enseignement de l'Estrie est alarmé que de nombreuses classes de francisation soient supprimées dans la région.

Selon l'organisation syndicale, les modifications de financement de Québec feront passer le nombre de groupes en francisation au Centre Saint-Michel de Sherbrooke de 28 à 5 dès novembre.

Ces chiffres ne sont pas confirmés par le Centre de services scolaire de la Région-de-Sherbrooke, qui soutient toutefois que le nombre de nouveaux arrivants qui se familiarisent avec la langue de Molière à l'école de formation pour adultes diminuera de manière draconienne. De 471 à l'heure actuelle, ils ne seront plus que 85 le mois prochain.

C'est pour les étudiants que c'est un drame. Ça casse un parcours et un lien de confiance qu'on était en train de tisser entre notre société et leur apport formidable.

Pour l'enseignante en francisation Christine Dupuis, cette décision est un manque d'humanité. Si quelqu'un choisit de venir se franciser qui arrive d'une autre communauté linguistique, c'est un parcours du guerrier. C'est un parcours très courageux. On n'a pas une langue facile à apprendre.

La mort du français, ça dépend de vous, exprime l'enseignante en francisation au Centre Saint-Michel Lise Nicolas, en réponse à la décision du gouvernement. Je trouve que c'est tellement ridicule. Des enseignants, une équipe incroyable, des années à bâtir quelque chose et bye. C'est fini. C'est une insulte à notre intelligence et c'est une crise sociale.

En juin, Québec a adopté de nouvelles règles budgétaires dans le calcul des subventions remises aux centres de services scolaires. Ces changements sonnent comme des compressions aux yeux du président du Syndicat de l'enseignement de l'Estrie, David Raymond.

Le représentant syndical ne comprend pas cette décision de Québec, qui se base sur des données datant de la pandémie.

Normalement, le financement est basé sur les besoins exprimés par les centres de services des deux dernières années, explique-t-il. Or là, cette fois-ci, on y va avec la troisième et la quatrième année, donc la demande était beaucoup moins forte, déclare David Raymond.

C'est une façon contournée de couper le budget, sans parler d'austérité, des mots qu'il ne faut pas nommer présentement auprès du gouvernement.

David Raymond affirme qu'il se prépare aussi à recevoir d'autres mauvaises nouvelles pour le Centre de services scolaire des Sommets.

Encore de l'espoir

Le Centre de services scolaire de la Région-de-Sherbrooke souhaite que Québec se rétracte et finance les cours de francisation à la hauteur des besoins qui se font sentir sur le terrain.

« On espère qu'ils vont réussir à revoir les enveloppes, car il y a des besoins importants, a fait valoir Donald Landry, secrétaire général et directeur du service des communications. On comprend aussi qu'il y a un enjeu entre le gouvernement du Québec et le fédéral dans le partage du financement et des responsabilités par rapport aux immigrants. »

Il déplore que des immigrants trouveront davantage d'embûches sur leur parcours d'apprentissage du français, faute d'être accompagnés par des enseignants.

C'est malheureux. En même temps, reste qu'il faut fonctionner avec l'argent disponible, avec le financement disponible.

Pour plusieurs étudiants en francisation, il s'agit d'une nouvelle malheureuse.

C'est triste. C'est un choc pour beaucoup d'élèves qui ne vont jamais apprendre le français.

Je ne comprends pas pourquoi on ferme la francisation parce que le Québec exige le français. Moi, je veux travailler. Je veux la résidence permanente. Je veux le français pour beaucoup de choses, précise un autre étudiant.

Une trentaine d'enseignants touchés

Une trentaine d'enseignants à temps partiel en francisation verront leur contrat annulé. Ils pourront toutefois continuer à travailler dans d'autres classes, selon Donald Landry.

« C'est sûr que le Centre Saint-Michel, comme nos écoles primaires et secondaires ont des besoins. [...] Je ne pense pas que ces gens-là, si on regarde l'ensemble de l'année scolaire, vont être sans emploi. »

« Il reste qu'à court terme, le travail qu'ils faisaient, qu'ils appréciaient, malheureusement, on ne sera pas en

mesure d'avoir recours à leur service par rapport à ça », a-t-il ajouté.

Selon lui, les enseignants concernés sont déçus et ne comprennent pas la décision de Québec.

Au début du mois, le nombre de personnes admises au programme offert par la Commission scolaire Eastern Townships est passé de 400 à 25.

J'ai une pensée pour tous ceux qui vont perdre leur emploi. C'est une période stressante.

Le cabinet du ministre de la Langue française soutient par voie écrite que Francisation Québec ne s'arrête pas aux Centres de services scolaires, au contraire. Nous pouvons compter sur plusieurs partenaires qui continuent d'offrir des cours et augmenter l'offre, notamment avec la francisation en ligne. Soyez assuré que les élèves affectés par une annulation de cours sont contactés et réorientés en priorité par nos équipes dans des cours qui correspondent à leur besoin.